

NCM



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un peuple – Un but – Une foi



PROCESSUS D'ACTUALISATION DU DSRP

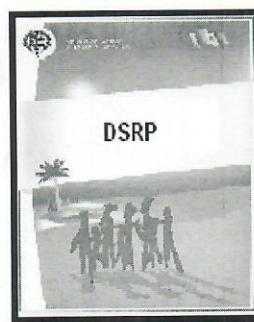
BIENVENUE AU SEMINAIRE DE LANCEMENT

Présenté par Sogué DIARISSO, Directeur de la
Prévision et de la Statistique

Ngor Diarama, Dakar les 21 et 22 février 2005

DIMENSIONS DE LA PAUVRETE

- Caractéristiques de la pauvreté
- Aspects de la pauvreté



PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un peuple - Un but - Une foi

PROCESSUS D'ACTUALISATION DU DSRP

BIENVENUE AU SEMINAIRE DE LANCEMENT

Ngor Diarama, Dakar les 21 et 22 février 2005

DIMENSIONS DE LA PAUVRETE

- Caractéristiques de la pauvreté
- Aspects de la pauvreté

PROCESSUS DE REACTUALISATION DU DSRP

CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE AU SENEGAL

- La prévalence de la pauvreté reste élevée même si elle a baissé de façon significative dans la période 1994-2002.
- A l'opposé des mesures objectives qui montrent une réduction de la pauvreté, les mesures subjectives indiquent une augmentation dans la même période. Près de deux chefs de ménages sur trois (64%) estiment que la pauvreté s'est aggravée au cours des cinq dernières années contrairement aux mesures objectives qui indiquent une réduction de 16%..

PROCESSUS DE REACTUALISATION DU DSRP

• Ce décalage bien connu tient au fait que la perception des chefs de ménage porte plutôt sur la pauvreté absolue et non relative. En effet, la situation présente et l'environnement immédiat de l'individu sont les plus déterminants de la perception.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

• La réduction de l'incidence de la pauvreté est plus marquée en milieu urbain qu'en milieu rural. En milieu rural, 65,2% des individus et 57,5% des individus vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces pourcentage sont plus faibles dans les autres villes (respectivement 50,1% et 43,3%) et nettement plus bas à Dakar (42,0% et 33,3%).

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

• Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que la dévaluation a plongé un grand nombre de citoyens dans le champ de la pauvreté, contrairement au milieu rural qui a été moins frappé, au regard du fait qu'il a bénéficié à cette période d'une hausse de revenus consécutive à celle des prix aux producteurs et par ailleurs, il a une consommation moins extravertie. Aussi, avec le retour de la croissance, singulièrement dans le secteur tertiaire, la pauvreté a davantage baissé en milieu urbain qu'en milieu rural.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

- La pauvreté est plus répandue au sein des chefs de ménage dont le niveau d'instruction est le plus bas. En effet, près de 55% des chefs de ménage sans instruction sont pauvres contre 46% pour ceux qui ont le niveau primaire. L'incidence de pauvreté baisse plus sensiblement dans les ménages où le chef a atteint le niveau secondaire (26%) ou supérieur (12,5%).

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

- La prévalence de la pauvreté augmente avec la taille du ménage.
- Contrairement à l'idée selon laquelle la pauvreté touche plus les femmes que les hommes, la prévalence de la pauvreté est plus faible parmi les ménages dirigés par une femme.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

ASPECTS DES MANIFESTATIONS DE LA PAUVRETE

- Le manque de moyens propres est un facteur déterminant dans la détérioration des conditions de vie qui aggrave les inégalités et mène, à terme, à l'extrême pauvreté. Cet état de fait pousse certains individus aux pratiques ci-après.
 - La violence et la délinquance.
 - La mendicité.
 - La prostitution.
 - Le travail des enfants comme alternative
 - La dégradation de l'environnement.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

- Par contre, selon les populations, les principaux signes de la pauvreté sont, dans l'ordre, la difficulté à se nourrir, le manque de travail, le manque de soins, le manque de logement décent. Aussi, considèrent-elles que les priorités de l'État devraient être dans l'ordre : (i) l'emploi des jeunes (20,1 %); (ii) la réduction des prix des denrées de première nécessité (18,9 %); (iii) l'accès aux soins de santé de base (17,7 %); (iv) l'éducation des enfants (11,3 %).

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

DETERMINANTS DE LA PAUVRETE

- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE / INSUFFISANCE DE REVENUS
- EDUCATION ET PAUVRETE
- SANTE ET PAUVRETE
- ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE / INSUFFISANCE DE REVENUS

- De 1960 à 1993, la croissance annuelle moyenne de l'économie est estimée à environ 2,7 % par an, soit en dessous du taux de croît démographique (2,9% l'an sur la période). Cette faible croissance s'est traduite par une baisse des revenus réels par tête et de l'emploi et une augmentation des inégalités. Cette situation de crise économique et sociale a amené, le Sénégal et ses partenaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à réviser la parité de leur monnaie commune par rapport au franc français.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

RAPPEL

- En 2003-2005, le Sénégal a mis en place un Programme Economique et Financier (PEF) qui s'appuie sur un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) couvrant la période 2003-2005. On note que les deux premières années de mise en œuvre de ce programme une accélération de la croissance économique (6,5% en 2003 après le ralentissement de 2002 et 6% en 2004) dans un contexte de maîtrise de l'inflation et de consolidation des autres fondamentaux macroéconomiques.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

RAPPEL

- Il a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcé en 2004 et a commencé à mettre en œuvre les réformes du système de gestion des finances publiques (CFAA) et de passation de marchés (CPAR) pour notamment améliorer la capacité d'absorption des ressources extérieures.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

- La croissance reste contenue par un certain nombre de contraintes structurelles dont notamment la faible diversification de l'économie, le niveau relativement élevé des coûts de production et le difficile accès au financement et au foncier.
- Les infrastructures d'accompagnement des activités économiques notamment physiques reste, en dehors des télécommunications, faiblement développées.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

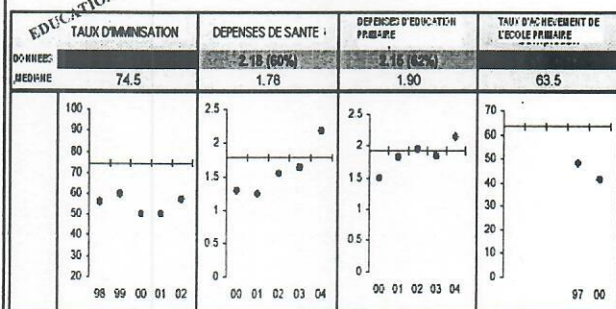
EDUCATION ET PAUVRETE

- Les ressources budgétaires allouées au secteur de l'Education et de la Formation augmentent d'année en année. En effet, celles-ci sont passées de 32% des dépenses totales à près de 40% en 2005, ce qui traduit une importante volonté pour le renforcement du système éducatif qui demeure un axe central de la lutte contre la pauvreté. Cependant, les résultats obtenus sont mitigés

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

EDUCATION ET PAUVRETE

INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN



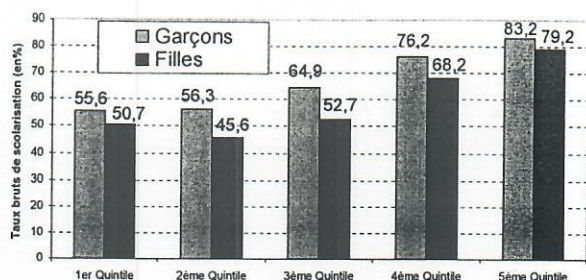
PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

EDUCATION ET PAUVRETE

- Le taux brut de scolarisation (TBS) se redresse dans l'élémentaire, mais reste insuffisant. Le taux de scolarisation primaire a atteint 70 % en 2003, mais reste en dessous de la moyenne de l'Afrique au Sud du Sahara, tout comme le nombre d'élèves par enseignant qui est de 51 au Sénégal contre 44 en moyenne en Afrique au Sud du Sahara. Par ailleurs, la comparaison des taux bruts de scolarisation entre les différents quintiles de dépenses par tête fait ressortir des inégalités entre riches et pauvres. En effet, entre les premiers et cinquième quintiles, le différentiel de taux bruts de scolarisation s'établit à 32,4 dont 30,8 en milieu urbain et 55,9 à Dakar.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Variation différentielle du taux brut de scolarisation par sexe selon les quintiles de dépenses par tête



PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Déterminants de la pauvreté

EDUCATION ET PAUVRETE

La scolarisation des filles dans l'élémentaire demeure encore relativement faible. Les taux de scolarisation sont de 82,4 % chez les garçons et 77,3% chez les filles en 2004. Cependant, l'analyse des variations différentielles du taux brut de scolarisation montre que les femmes chef de ménage scolarisent mieux les enfants et le différentiel de taux brut de scolarisation avec les ménages dirigés par les hommes est de 13 points environ. Par contre, les inégalités en terme de scolarisation des hommes et femmes sont plus marquées chez les ménages dirigés par une femme (13,9 points) que les ménages dirigés par un homme (8,6 points).

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Déterminants de la pauvreté

EDUCATION ET PAUVRETE

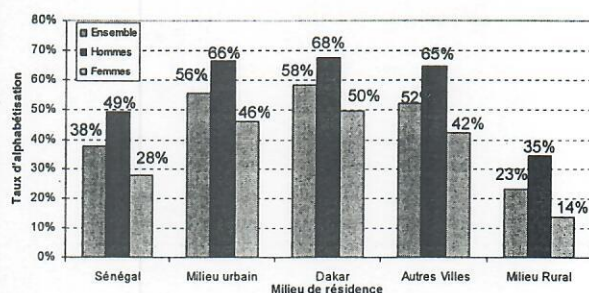
En ligne avec le niveau relativement faible du taux d'achèvement de l'école primaire, on note que près d'un enfant de 7 à 14 ans sur 10 a déjà abandonné l'école.

En dépit des efforts importants réalisés dans le cadre des campagnes d'alphabétisation, seules 37,8% des adultes (âgés de 15 ans et plus) ont la capacité de lire et écrire dans une langue quelconque. Même si une attention particulière est accordée aux zones rurales où sont implantées 95% des écoles communautaires de base, la population rurale sénégalaise reste à majorité analphabète.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

En effet, moins d'une personne résidant en milieu rural sur quatre est alphabétisée. En outre, l'analphabétisme est beaucoup plus marqué chez les femmes que chez les hommes. La proportion de personnes alphabétisées est de 49,1% chez les hommes contre seulement 28,2% chez les femmes. C'est à Dakar et en milieu urbain en général que les variations différentielles du taux d'alphabétisation selon le sexe sont moindres.

Variations différentielles du taux d'alphabétisation par sexe selon le milieu de résidence



Dans l'ensemble 32,5% des enfants âgés de 10 à 14 ans ont entamé leur vie professionnelle. Les garçons sont plus nombreux à s'engager précocement dans le marché du travail (37,4%), contre (27,6%) pour les filles non scolarisées qui sont pour la plupart des personnes au foyer (16% pour les filles contre 4% pour les garçons).

SANTÉ ET PAUVRETE

A l'instar du secteur de l'éducation, la part des dépenses budgétaires allouée au secteur de la santé ne cesse de progresser. En effet, conformément aux objectifs intermédiaires retenus dans le premier DSRP, celle-ci est passée de 9,5% en 2003 à 9,8% en 2004 et 10% en 2005. Toutefois, le secteur reste caractérisé par une insuffisance des infrastructures sanitaires et sociales et en prestation de services. Le personnel de santé est mal réparti, peu motivé à exercer ses activités sur l'ensemble du territoire national en particulier au niveau des zones pauvres et reculées.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

SANTÉ ET PAUVRETE

Pour ce qui est des soins prénatals, le taux d'accès est assez élevé sur l'ensemble du pays. En effet, 87,5% des femmes ont reçu des soins pendant leur période de grossesse en 2001-2002, ce qui traduit, progression continue. En effet, ce taux était estimé à 64% en 1986 (EDS I), à 74% en 1992-93 (EDS II) et à 82% en 1997 (EDS III). Ces résultats dénotent une meilleure prise en compte de la santé de la mère et de l'enfant au fil des années.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

SANTÉ ET PAUVRETE

L'accouchement assisté par les professionnels de la médecine moderne concerne 58% de l'ensemble des naissances des cinq dernières années précédant l'enquête ESAM II et 31% des naissances sont assistées par les accoucheuses traditionnelles. En milieu urbain, l'accouchement se passe en général, en présence de sages-femmes (82,5% des cas), d'infirmières (7,9% des cas) et de médecins dans 3,3% des cas. Par contre, en milieu rural, l'essentiel du service est assuré par les accoucheuses traditionnelles (45,4%) et les sages-femmes dans 30,2% des cas.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

SANTÉ ET PAUVRETE

Déterminants de la pauvreté



Le paludisme demeure la première cause de morbidité, quel que soit le milieu de résidence. Il constitue 42,6% des causes de maladies avec de légères disparités selon les localités : Dakar (41,2%), autres villes (36,9%), milieu rural (44,8%). Le taux de mortalité infantile se situe à 58‰ et le taux de mortalité infanto-juvénile situé à 113‰. présente de fortes disparités entre les régions.



L'infection VIH/SIDA progresse malgré une faible prévalence. Les cas déclarés ne reflètent pas la réalité de l'épidémie. Le niveau de prévalence au sein de la population âgée de 15 à 49 ans (considérée comme sexuellement active) est ainsi estimé à 1,5 %.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

SANTÉ ET PAUVRETE

Déterminants de la pauvreté



La malnutrition des enfants de moins de 5 ans continue d'être un problème de santé publique, puisque l'insuffisance pondérale affecte 19,2% des enfants de moins de 5 ans. En milieu rural, le taux atteint 23,3% des enfants contre 12,2% en milieu urbain.



En ce qui concerne la couverture vaccinale contre les principales maladies de l'enfance, d'importants progrès ont été réalisés dans le cadre du Programme Elargi de Vaccination (PEV). De 44,7% en 2001, le taux de couverture vaccinale DTC3 chez les enfants âgés de 0 à 11 ans est passé à 70% en 2003.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Déterminants de la pauvreté



Le robinet intérieur qui constitue la source idéale d'approvisionnement ne s'offre qu'à 33,2% des ménages sur l'ensemble du pays. Si on ajoute le robinet public, le taux d'accès à l'eau courante est porté à 55,4% des ménages. Le milieu urbain couvre essentiellement ses besoins en eau à partir d'un robinet intérieur ou public (82,7%) tandis que le puits demeure le principal moyen d'approvisionnement en eau en milieu rural où plus d'un ménage sur deux (51,4%) y fait recours.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Les disparités entre les régions persistent. La région de Dakar est de loin la mieux pourvue avec 90,7 % de ses ménages utilisant le robinet, suivie par les régions de Diourbel (64%) et Thiès (62,4%). La région de Kolda est la moins nantie en robinets avec un taux d'utilisation de 2,7%. 95,2% des ménages s'approvisionnant des puits. Cette source est encore la plus fréquemment employée par les populations des régions de Tambacounda, Fatick, Kaolack et Ziguinchor (plus de 52% des ménages).

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

L'accès à des toilettes décentes est encore un problème pour de nombreux ménages, surtout dans le monde rural. En effet, 32,5% des ménages disposent de toilettes avec chasse, 18,6% de latrines tandis que 19,3% n'ont pas de toilettes. En milieu urbain près de 7 ménages sur 10 (66,1 %) sont dotés de toilettes avec chasse et seulement 5,6% des ménages ruraux sont dotés de toilettes avec chasse et 42,6% de ceux-ci se contentent d'autres types d'aisance.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

LES STRATEGIES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT

Dans le Commerce, l'Energie, l'Agriculture, les Télécommunications, la Justice...

Révision et Rapport d'avancement du DSRP
Atelier de démarrage - Ngor Diarama, les 21 et 22 février 2005

INTRODUCTION

Le Sénégal se caractérise encore par de nombreuses faiblesses et contraintes :

- capacités humaines, institutionnelles et productives limitées,
- vulnérabilité aux chocs extérieurs,
- accès aux services sociaux de base limité,
- insuffisance et qualité médiocre des infrastructures

Il est donc nécessaire de renforcer les capacités matérielles, sociales et humaines.

INTRODUCTION

Ce qui revient à créer les conditions propices visant à aider à lutter contre la pauvreté, à résoudre les problèmes structurels, en fin de compte à s'engager dans la voie :

- D'une croissance accélérée,
- D'un développement durable.

La réalisation de ces stratégies dépend cependant de la bonne gouvernance.

LA CROISSANCE ACCELEREE

« Il s'agit désormais de faire converger les moyens publics et privés en vue de promouvoir des activités dédiées à un même marché final porteur en encourageant des partenariats productifs de valeur sur la base de stratégies de développement économique à moyen terme nourries par des projets concrets, conçus et conduits en commun, garantissant leur visibilité internationale. »

LA CROISSANCE ACCELEREE

Dans ce cadre, les politiques et mesures qui feront l'objet de redynamisation concernent :

- les infrastructures matérielles,
- le développement des entreprises,
- l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire,
- le développement du tourisme,
- le renforcement du rôle du commerce,
- la mobilisation de ressources financières.

LA CROISSANCE ACCELEREE

Les infrastructures matérielles

Pour soutenir le développement des infrastructures matérielles, l'Etat a mis en place des politiques dans les secteurs essentiels comme :

- les transports,
- les infrastructures rurales,
- l'énergie,
- les télécommunications,
- l'eau,
- les technologies de l'information et de la communication.

LA CROISSANCE ACCELEREE

Les infrastructures matérielles

Dans ces différents secteurs, la politique générale de l'Etat vise :

- le développement de capacités nouvelles,
- le désenclavement des zones intérieures
- l'intégration sous régionale,
- la promotion d'une plus grande participation du secteur privé.

LA CROISSANCE ACCELEREE

Le Développement du secteur privé

La SDSP s'articule autour des axes suivants :

1. la modernisation de la justice ;
2. la simplification des procédures administratives liées à l'investissement ;
3. le financement de l'entreprise ;
4. l'unification des organisations du secteur privé ; la formation professionnelle ;
5. la communication ;
6. le dispositif institutionnel d'appui au secteur privé.

LA CROISSANCE ACCELEREE Le développement agricole et rural

Le secteur est actuellement régi par la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale qui prend en compte les engagements pris aux niveaux sous-régional (UEMOA, CEDEAO, OMVS, OMVG), régional (UA) et international (OMC)...

Elle a été élaborée suivant une approche participative et décentralisée.

LA CROISSANCE ACCELEREE Le développement agricole et rural

La contient des dispositions relatives :

- aux métiers, organisations et exploitations agricoles
- aux stratégies de développement agro-sylvo-pastoral
- à des mesures d'accompagnement.

Elle consacre enfin la création du Conseil supérieur d'Orientation agro-sylvo-pastorale et la tenue annuelle d'une Conférence regroupant l'ensemble des acteurs du monde rural et présidée par le chef de l'État.

LA CROISSANCE ACCELEREE Le développement agricole et rural

Le programme d'investissement qu'elle sous-tend s'inscrit dans la problématique retenue pour le développement de l'agriculture irriguée :

- en matière d'appui aux services agricoles et aux organisations de producteurs
- dans la mise en place d'infrastructures rurales et l'appui aux communautés rurales.

Le cadre institutionnel adapté aux nouvelles missions de l'État et du secteur privé dans le secteur est mis en place, notamment, à travers la création de l'Agence nationale de Conseil agricole et rural.

LA CROISSANCE ACCELEREE Le développement du tourisme

L'importance du secteur nécessite la mise en place d'une stratégie pour son développement autour des axes suivants :

- l'assainissement du secteur,
- la promotion du secteur,
- la diversification touristique,
- l'implication des nationaux et les partenariats extérieurs.

L'identification du tourisme comme « tête de grappe » dans le cadre de la définition de la SCA offre l'opportunité de doter au secteur les moyens de se valoriser. Cette option devrait aider à asseoir une vision de développement fondée sur une amélioration de la complémentarité et de l'intégration des différents types d'activités qui visent le même marché touristique, un renforcement des performances et de la compétitivité, un positionnement intégrant des niches d'offre distinctive.

LA CROISSANCE ACCELEREE

Le renforcement du rôle du commerce

La Lettre de Politique de Développement du Commerce vise la définition d'une stratégie cohérente de :

- promotion des exportations,
- gestion rationnelle du marché intérieur sénégalais.

LA CROISSANCE ACCELEREE

Le renforcement du rôle du commerce

Elle s'articule autour des axes suivantes :

1. l'amélioration de l'accès aux marchés,
2. le renforcement de l'intégration régionale au sein de l'UEMOA, de la CEDEAO et de l'Union Africaine,
3. le développement de la capacité de production et de l'offre à l'exportation, et leur promotion,
4. le développement de la concurrence et l'amélioration des circuits de distribution sur toute l'étendue du territoire national.

LA CROISSANCE ACCELEREE

Le renforcement du rôle du commerce

Par ailleurs, le Sénégal a défini une **Stratégie de Développement des Exportations** dans le contexte du **Cadre intégré** dont le Plan d'Actions a été validé par le gouvernement du Sénégal, lors du Conseil des Ministres du 10 avril 2003.

Le programme du Cadre Intégré vise essentiellement la promotion du commerce comme facteur de croissance à insérer dans la Stratégie nationale de Réduction de la Pauvreté.

LA CROISSANCE ACCELEREE

La mobilisation des ressources financières

La mise en place de la SCA doit servir de cadre de mobilisation de ressources. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, il faut promouvoir des mécanismes financiers novateurs de mobilisation de l'épargne et fournir des services financiers aux pauvres. La SNMF mise en place par l'État est articulée avec des stratégies visant :

- la promotion du secteur financier ;
- le développement rural ;
- le développement urbain ;
- la promotion des micros et petites entreprises ;
- la réduction de la pauvreté.

LA CROISSANCE ACCELEREE

La mobilisation des ressources financières

Les objectifs et finalité sont les suivants :

- l'objectif de développement est de favoriser l'accès à des services de micro finance viables et durables à une majorité des ménages pauvres ou à faibles revenus et des micro - entrepreneurs sur l'ensemble du territoire d'ici à 2010, grâce à des IMF viables s'intégrant dans le système financier national.
- l'accès accru et pérenne aux services financiers devra permettre aux ménages et aux entrepreneurs d'améliorer leurs revenus, leurs conditions de vie et de leur permettre de créer des emplois.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Sénégal s'est engagé dans la définition d'une SNDD qui doit déboucher sur une meilleure prise en compte des principes du DD dans les politiques. Les questions majeures retenues sont :

- la sécurité alimentaire ;
- les relations santé – environnement- population- développement avec le SIDA et le paludisme comme centres d'intérêt ;
- les infrastructures et le développement durable.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Population et développement

La DPP prenant en compte les facteurs démographiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux repose sur des principes, respectueux notamment des droits des individus et des collectivités. Elle vise :

- l'amélioration du niveau et de la qualité de vie
- l'instauration d'un bien être pour toutes les catégories de la population, en veillant à l'égalité et à l'équité entre les sexes.

L'instrument de mise en œuvre de la DDP est le PAIP.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Éducation et Formation

La politique de l'État en matière d'éducation et de formation est mise en œuvre à travers le PDEF (2000-2010).

- L'objectif principal est d'arriver à la scolarisation universelle au niveau du cycle fondamental.

Non

Evaluation des Indicateurs



PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Secteur réel

RS	Taux de croissance du PIB réel/habitant	Solde budgétaire global hors dons / (courant)	Solde extérieur courant hors transfert/PIB	Taux d'investissement
2000	0,4	-1,7	-7,3	20,9
2001	2,1	-4,3	-6,3	19,2
2002	-1,3	-1,9	-8	16,7
2003	4,1	-3,5	-8,6	20,7
2004	3,6	-4,8	-8,5	22,4
2005	4	-4,5	-8,9	23,3
2010	4,1	<3%	<5%	23,5
2015	5,6	<3%	<5%	>25%

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Indicateurs de pauvreté

	Proportion d'enfants 6-14 ans qui travaillent			Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté		
	National	Garçons	Filles	Urbain	Rural	National
2000	36,7%	ND	ND	ND	ND	ND
2001	ND	ND	ND	45,7	65,2	57,1
2002	ND	ND	ND	ND	ND	57,8
2003	ND	ND	ND	ND	ND	55,8
2004	ND	ND	ND	ND	ND	54,0
2005	<30%	<30%	<30%	40	62,2	52,5
2006				38	56	50,4
2007	<25%	<25%	<25%	34	48	48,4
2010	<15%	<15%	<15%	<30	<43	42
2015	<7,5%	<7,5%	<7,5%	<25	<30	<30

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Services sociaux de base Education

Ainsi, le taux brut de scolarisation élémentaire au niveau national a cru et atteint 75,6% en 2003 et près de 80% en 2004. Il pourrait atteindre les 82,2% en 2005. L'objectif est d'atteindre une augmentation régulière de 3 points en pourcentage. Le taux pourrait passer de 89% en 2007 à près de 100%. Le taux des filles bien qu'en dessous de celui des garçons, a été de 77,3% en 2004 et avoisinerait les 90% à partir de 2010.

PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

Education

- Le taux d'admission au CI a dépassé les 90% en 2004. Il est prévu de le maintenir à plus de 100% à l'horizon 2006.
- Quant au taux d'achèvement pour l'élémentaire (indicateur nouveau dans le processus), son niveau national est passé de 44% en 2003 à 48,3% en 2004. Il devrait dépasser les 50% à partir de 2005. Il est projeté à 58,3% en 2006 et plus de 64% en 2007. Il se tablerait à 85% en 2010 et 100% en 2015.



PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP

• Santé/Nutrition

- Le taux de couverture vaccinale DTC3 chez les enfants de 0 à 11 mois a connu une progression relative de plus de 36% entre 2000 et 2001, et de 28% entre 2001 et 2002 (respectivement 41%, 56% et 72%). Cependant, il a connu une baisse entre 2002 et 2003 passant de 72% à 70%. Son niveau a atteint 75% en 2004. Le gouvernement envisage de le maintenir à plus de 80% à partir de 2005.



PROCESSUS DE REACUALISATION DU DSRP